

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 09/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMICTOM Centre Ouest (Gaël)

5 ter rue de Gaël
35290 Saint-Méen-Le-Grand

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0005515907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2024 dans l'établissement SMICTOM Centre Ouest (Gaël) implanté Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 Gaël. L'inspection a été annoncée le 08/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM Centre Ouest (Gaël)
- Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 Gaël
- Code AIOT : 0005515907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est composé d'une installation de stockage de déchets non dangereux et d'une unité de valorisation organique.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Demande d'action corrective	3 mois
2	Transmission plan incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II	Demande d'action corrective	1 mois
3	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Demande d'action corrective	3 mois
4	Alarme et Ronde	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Demande d'action corrective	1 mois
7	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	Demande d'action corrective	3 mois
10	canalisations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II	Demande d'action corrective	3 mois
11	Isolement réseau assainissement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
12	Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Moyen alerte secours	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	Sans objet
6	Formation personnel – matériaux de recouvrement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII	Sans objet
8	Contrôle étanchéité biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II	Sans objet
9	Détection Réparation fuites biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	prélèvements consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Sans objet
14	Bilan énergétique annuel	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le but de la visite était de vérifier la conformité du site par rapport aux récentes évolutions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Suite à l'inspection il est demandé quelques actions correctives afin que les prescriptions réglementaires soient pleinement respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manoeuvre ; - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son plan de défense incendie. Les différents plans sont intégrés au plan (identification des casiers en cours d'exploitation, localisation coffret électrique, moyens de lutte contre l'incendie...). Le nom des personnels participant aux astreintes est listé dans le plan. Concernant la formation du personnel d'astreinte, l'exploitant indique que sur les 3 personnes concernées, une personne ne dispose pas encore de la formation équipier de première interven-</p>

<p>tion. L'exploitant indique que les 3 personnes susceptibles d'intervenir disposent d'un d'un certificat d'aptitude à la conduite d'engins (CACES) en cours pour procéder à l'étouffement avec des matériaux de recouvrement si besoin.</p> <p>Les accès pompiers sont également représentés. En cas d'incendie non maîtrisable, c'est l'agent d'astreinte qui accueille les pompiers directement sur le site. Il n'est pas prévu que le SDIS arrive en premier sur le site. Les modalités précises d'accès en période non ouvrée ne sont pas précisées dans le plan.</p> <p>Une visite du site par le SDID a été organisée en 2023. Le compte rendu est annexé au plan de défense incendie. Il avait été recommandé suite à cette visite de procéder au curage des bassins de réserve d'eau incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que tous les personnels d'astreinte susceptibles d'intervenir avant l'arrivée des secours disposent des formations adéquates.</p> <p>Il convient que l'exploitant explicite dans le plan les modalités d'accès au site par le SDIS en périodes non ouvrées afin de faciliter leur accès en cas d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Transmission plan incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission plan incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en oeuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir transmis le plan de défense incendie au SDIS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le plan de défense incendie au SDIS et leur rappeler les modalités d'accès au site à cette occasion.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Dispositif de détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de détection incendie
Prescription contrôlée : VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.
Constats : La zone de déchargement est équipée d'une caméra thermique qui filme la zone de stockage. En cas de détection de départ de feu, un message est envoyé sur le téléphone d'astreinte ainsi qu'au responsable de site. Avec l'ouverture du nouveau casier, l'exploitant a indiqué qu'il installerait une deuxième caméra thermique pour couvrir l'ensemble de la zone. L'exploitant a indiqué avoir testé le déclenchement du système d'alarme en juin dernier mais cette vérification n'a fait l'objet d'aucun enregistrement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé qu'il convient de tester régulièrement les dispositifs de détection. Les essais réalisés doivent faire l'objet d'un enregistrement afin de justifier de la réalisation des tests.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Alarme et Ronde

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques chroniques, Alarme et ronde
Prescription contrôlée : Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité. Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.
Constats : L'exploitant indique qu'un agent est présent sur la zone de stockage jusque 18h pour procéder aux opérations de compactage et de recouvrement les jours ouvrés. Le dernier déchargement a lieu aux alentours de 16h30. L'exploitant a indiqué qu'il modifierait l'heure d'arrivée du dernier camion pour respecter les 2h réglementaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé qu'une vérification visuelle sur la zone de stockage doit être réalisée 2 heures après le dernier déchargement pour s'assurer de l'absence de départ de feu sur la zone de stockage. L'exploitant doit notamment veiller à respecter l'intervalle de 2h.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyen alerte secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII
Thème(s) : Risques chroniques, Moyen alerte secours
Prescription contrôlée : VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Constats : En cas de déclenchement de l'alarme hors heures ouvrées suite à la détection d'un point chaud par la caméra thermique infrarouge, l'agent d'astreinte se déplace sur site pour procéder à une levée de doute. En cas d'incendie, s'il estime que le départ de feu ne peut être maîtrisé par les moyens internes au site, il appelle les pompiers sur son portable d'astreinte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Formation personnel – matériaux de recouvrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII
Thème(s) : Risques chroniques, Formation personnel – matériaux de recouvrement
Prescription contrôlée : VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
Constats : Les personnels utilisant en heures ouvrées les engins de compactage ont un Certificat d'Aptitude à la Conduite d'Engins en Sécurité (CACES) ainsi que les agents qui font partie de l'astreinte. Le personnel extérieur intervenant sur le site doit contresigner le plan de prévention du site adapté à chaque entreprise intervenant sur le site. Dans le plan de prévention du site, une partie concerne la prévention des risques incendies et les consignes en cas d'incendie y sont également rappelées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX
--

Thème(s) : Risques chroniques, Exercice incendie
Prescription contrôlée : IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'un exercice incendie est prévu début 2025 avec le personnel du site. En septembre 2023 une visite du site par le SDIS avait été organisée pour que les agents d'interventions visualisent le site. Quater fois par an, un rappel des consignes sur les différentes procédures du site dont l'incendie est réalisé à destination des agents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient que l'exploitant procède à la réalisation de l'exercice incendie. Cet exercice sera à renouveler au minima au bout de trois ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle étanchéité biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle étanchéité biogaz
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. [...] Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. [...]
Constats : Un contrôle visuel journalier de la torchère est effectué par le responsable de site. En cas d'arrêt de celle-ci, le responsable de site alerte l'entreprise en charge de la maintenance de la torchère. La maintenance a lieu de façon trimestrielle. Un contrôle annuel des émissions de la torchère est réalisé par la société Socotec. Le dernier contrôle réalisé date du 7 octobre 2024. Une anomalie a été détectée sur les émissions de monoxyde de carbone. Cette anomalie a été levée en novembre et était due à une erreur dans le protocole de réalisation de la mesure du prestataire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Détection Réparation fuites biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V
Thème(s) : Risques chroniques, Détection Réparation fuites biogaz
Prescription contrôlée : V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.
Constats : L'exploitant a prévu de faire procéder à une vérification pour détection des fuites de biogaz. Il a indiqué être en contact avec 2 sociétés pour procéder à la réalisation des mesures. Le contrôle est prévu d'être réalisé à l'été, période la plus favorable pour ce genre de mesures. La vérification sera ensuite menée annuellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : il est rappelé à l'exploitant que les résultats de ces mesures devront être intégrés au rapport annuel transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II
Thème(s) : Risques chroniques, canalisations
Prescription contrôlée : II.-Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés [...] Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté les plans relatifs aux réseaux de biogaz, de lixiviats et des égouts. Les plans de ces réseaux n'étaient pas à jour, le jour de l'inspection. L'exploitant a indiqué que les réseaux étaient en cours de recatement suite aux modifications récentes du site : modification de la géo-

<p>métrie des casiers et création d'un quatrième bassin pour les eaux de ruissellement et de drainage du site. Par ailleurs le réseau de collecte du biogaz issu des anciens casiers n'était pas représenté sur le plan du réseau de biogaz.</p> <p>Enfin les canalisations de biogaz ne font pas l'objet d'un repérage du fluide et du sens de circulation des fluides.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour les plans des réseaux de transport de fluides insalubres et de collecte des effluents pollués ou susceptibles de l'être.</p> <p>L'exploitant doit procéder au repérage des canalisations aériennes de biogaz ainsi que des lixiviats.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Isolement réseau assainissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Isolement réseau assainissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux des égouts du site (eaux pluviales et eaux de drainage sont orientées vers 4 bassins de rétention. Il existe 2 points de rejet associés à ces 4 bassins. L'exploitant a indiqué procéder au contrôle semestriel des organes de coupure de ces bassins (2 vannes manuelles isolant chacun des bassins du premier point de rejet et un clapet isolant les deux autres bassins du milieu extérieur). Le tableau de suivi des interventions mentionnait un contrôle d'étanchéité réalisé le 2 février 2024. L'exploitant a indiqué qu'un contrôle de ces équipements avait été réalisé en septembre mais non tracé dans le tableau de suivi.</p> <p>Lors de la visite, il a été demandé à procéder au test des 2 vannes de coupures. L'essai a montré que la vanne d'un des 2 bassins n'était pas étanche. Il s'agit du bassin recueillant les eaux de drainage de la nappe souterraine sous casier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réparer la vanne afin que celle-ci puisse assurer son rôle d'étanchéité en cas de besoin de fermeture.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate. Les installations de stockage et de traitement des effluents aqueux, notamment le traitement par lagunage, sont étanches.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'aucun enregistrement des indisponibilités du système de traitement des lixiviats comme du biogaz n'était réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant mette en place un registre de suivi des indisponibilités des installations de traitement des lixiviats et du biogaz.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : prélèvements consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation. Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.</p>
Constats :

<p>L'eau nécessaire à l'installation de stockage provient essentiellement du réseau d'eau potable et est utilisée dans le cadre du fonctionnement de la station de traitement des lixiviats. Un compteur d'eau est installé au niveau de la station de traitement. L'autre utilisation d'eau est le rotoluve utilisé pour le nettoyage des roues des camions sortant de l'installation de stockage. Celui-ci est principalement alimenté par les eaux de pluie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le bilan de la consommation d'eau de l'installation de stockage sera à intégrer dans le bilan annuel</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Bilan énergétique annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, bilan énergétique annuel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité [...]. <p>Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir procédé à l'époque à une étude technico-économique sur la valorisation du biogaz.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le bilan énergétique au titre de l'année 2023 doit être intégré au rapport annuel d'activité. L'exploitant devra justifier que l'étude technico-économique justifiant de l'absence de valorisation du biogaz est toujours valable ou à défaut réactualiser cette étude.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>